

pipe-line du Nord (APN), en appuyant la construction pré-fabriquée du Réseau du transport du gaz naturel de l'Alaska (RTGNA). Si l'on considère que ma principale activité en tant que directeur général de l'APN était de faciliter le mouvement du gaz naturel vers les États-Unis, il est un peu ironique que la raison pour laquelle j'ai été remplacé a été mon opposition publique à l'ALE.

La raison pour laquelle je suis contre l'ALE est la suivante: la géographie tend à favoriser le commerce entre le Canada et les États-Unis dans les deux directions et soumet les Canadiens à un flot puissant d'influences politiques et culturelles. Pour conserver notre identité, nous avons toujours dû lutter contre ces influences américanisantes. À la lumière de ce fait, je pense qu'il n'est pas sage pour le Canada d'accorder, comparativement aux autres pays, un traitement préférentiel à notre puissant voisin, les États-Unis, dans le domaine du commerce. En d'autres termes, à mon avis, pour que le Canada conserve son identité et autant de liberté d'action que possible, le multilatéralisme est supérieur au régionalisme ou au continentalisme. Mon opinion n'a pas été celle qu'on a retenue. Mes efforts, si modestes soient-ils, visent aujourd'hui à encourager l'expansion de nos horizons commerciaux et à tirer du mouvement vers le libre-échange l'impulsion nécessaire pour que la non-discrimination redevienne le principe directeur de la politique commerciale internationale.

Avant de signaler ce que l'on peut et devrait faire pour atteindre cet objectif, j'aimerais terminer l'énumération des tendances persistantes de la politique commerciale canadienne, telles que je les vois. Premièrement, nous appuyons le principe du multilatéralisme, deuxièmement, nous sommes préoccupés par les relations canado-américaines.

Troisièmement, nous croyons à l'importance du commerce non seulement comme moyen d'accroître nos revenus individuels et nationaux, mais aussi comme moyen de promouvoir la compréhension internationale.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, les considérations commerciales ont cédé le pas à la sécurité nationale. Les importations étaient limitées aux articles essentiels, et les exportations destinées à nos alliés et refusées à nos ennemis. Nos choix moraux coïncidaient avec nos intérêts stratégiques. Lorsque la guerre a pris fin et que les divisions de la guerre froide ont surgi, de nouvelles questions complexes touchant à la morale et l'éthique autant qu'au bien-être matériel ont été soulevées dans les débats sur la politique commerciale.

Au cœur du débat on trouvait d'une part, l'incompatibilité qui existait entre le système de gouvernement communiste établi dans les pays de l'Est et dirigé par l'Union soviétique et les économies de marché démocratiques de l'Ouest, et d'autre part, la peur de l'agression communiste. Pendant une bonne décennie, l'atmosphère de la guerre froide a été glaciale.

En 1955, Lester Pearson, notre secrétaire d'État aux Affaires extérieures, a été invité à visiter l'Union soviétique et il m'a demandé d'y aller avec lui. C'était le premier signe du dégel. Pearson ne voulait pas que sa visite ne soit qu'une séance de photographie. Il voulait faire quelque chose de tangible pour favoriser la détente. Il a donc